

Bulletin d'histoire politique

In memoriam : Il y a 60 ans, Robert Roussil fondait l'Atelier de la Place des arts

Marc Comby

L'incendie du parlement à Montréal : un événement occulté
Volume 22, numéro 1, automne 2013

URI : id.erudit.org/iderudit/1018817ar
<https://doi.org/10.7202/1018817ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique et VLB éditeur

ISSN 1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Comby, M. (2013). In memoriam : Il y a 60 ans, Robert Roussil fondait l'Atelier de la Place des arts. *Bulletin d'histoire politique*, 22(1), 11–15. <https://doi.org/10.7202/1018817ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

In memoriam :
Il y a 60 ans, Robert Roussil fondait
l'Atelier de la Place des arts

MARC COMBY
Historien et archiviste

Le décès récent du sculpteur Robert Roussil (18 mai 1925 - 15 mai 2013) m'a fait me rappeler sa participation active, avec Henri Gagnon, à la mise sur pied de l'Atelier de la Place des arts, l'ancêtre de la Place des Arts actuelle. C'était en 1953, mais revenons quelques années en arrière. En 1946, la guerre vient de se terminer, et les vétérans sont en quête de logements. Henri Gagnon, électricien de métier et membre du Parti ouvrier progressiste (POP) qui a vécu la réalité du front, se voit assigner par son parti la tâche d'organiser les « vétérans sans logis » qui devient rapidement un important mouvement de squatters. Devant le nombre grandissant de familles de vétérans sans logement, il fallait trouver des locaux inutilisés.

De son côté, le sculpteur Robert Roussil, vétéran lui aussi, est à la recherche d'un atelier, pour lui, mais aussi pour l'ensemble des artistes. Roussil s'était enrôlé avec le régiment de Maisonneuve durant la Seconde Guerre mondiale. De retour à Montréal après la guerre, il s'inscrit à l'École du Musée des beaux-arts de Montréal avec le soutien financier du gouvernement fédéral auquel il a droit en tant que vétéran.

En 1947, les deux hommes se rencontrent. Ils partagent le même idéal de justice sociale et rêvent d'un atelier ouvert aux artistes et aux ouvriers. Roussil poursuit ses productions sculpturales. En 1949, il expose un bois, *La Famille*, devant le Musée des beaux-arts de Montréal. Une dame patronnesse, passant par là, s'offusque d'y voir le sexe d'un homme et se plaint. La police, qui qualifie l'œuvre d'indécente, l'emporte dans un fourgon à la manière d'un macchabée¹. À la suite de cet épisode, il perd son poste de chargé de cours à l'École du Musée des beaux-arts. A-t-il été limogé parce que son œuvre était offensante pour la société bien pensante, ou parce qu'il frayait avec une certaine gauche politique ? Difficile à dire.

En 1951, nouveau scandale. La sculpture *La Paix*, de Roussil, un nu installé devant la galerie Agnès Lefort, est saccagée. Un tribunal condamne la propriétaire de la galerie à une amende de 15 dollars pour «outrage aux bonnes moeurs²».

Durant l'automne 1953, Roussil réalise une sculpture financée par des adhérents de l'Université ouvrière, que dirige Henri Gagnon, et destinée à la Chine populaire. Au dévoilement de la *Sculpture pour la Paix*, devant les membres de l'Université ouvrière, Henri Gagnon dit ces mots :

Avec les travailleurs de tous les pays, nous souhaitons que la Chine populaire soit universellement reconnue. [...] Nous espérons que la conférence sera une victoire pour la paix et le progrès social. En gage de notre amitié pour le peuple chinois, nous vous prions d'accepter *Sculpture pour la Paix* du sculpteur canadien Robert Roussil³.

Structure pour la paix est un modèle en plâtre destiné à être coulé en aluminium ou en bronze. L'œuvre est exposée au Salon du printemps en 1953 avant d'être détruite. Roussil envisageait de l'expédier au gouvernement chinois pour dénoncer le refus des pays occidentaux de reconnaître un pays de 700 millions d'habitants.

En 1953, Roussil trouve enfin un vaste atelier au 1199 de la rue de Bleury, au coin de la rue Sainte-Catherine, qui a l'avantage d'être peu onéreux. Il le montre à Henri Gagnon. Les compères décident de le nommer l'Atelier de la Place des arts. Il sera ouvert aux artistes et aux ouvriers. Le sculpteur Roland Dinel, qui avait participé au mouvement des squatters, Jean-Pamphile Piché, du Conseil central des syndicats de Montréal affilié à la Confédération des travailleurs catholiques canadiens (CTCC) et le sculpteur Armand Vaillancourt se joignent à l'aventure. Parallèlement, Roussil jongle avec l'idée de fonder une association d'artistes libres. À sa demande, le journaliste Arthur Prévost lui soumet un projet constitutif d'une future association qui pourrait donner lieu aussi à un manifeste pour la Place des arts.

La clientèle de l'Atelier de la Place des arts est variée. Les ouvriers sont présents grâce à Gagnon qui les recrute depuis l'Université ouvrière qu'il dirige. La peintre et signataire de *Refus global*, Marcelle Ferron, y joue un rôle déterminant en faisant des pieds et des mains pour amener les artistes rebelles à se joindre aux discussions à la Place des arts. Elle leur disait : il faut aller voir ces gars-là, ce sont des travailleurs qui ont une pensée révolutionnaire.

La Place imprime ses propres tracts. Elle organise des expositions et des forums de discussion. Des cours sont donnés. Une semaine normale se planifie de la sorte : lundi, la musique ; mardi, la philosophie ; mercredi, le dessin ; les autres jours de la semaine, il se fait de la peinture et de la sculpture. Vaillancourt offre des ateliers de dessins de nues. L'atelier est l'occasion de visionner des films à saveur sociale et politique. Jean-Louis Morgan

a dit de l'Atelier de la Place des arts qu'il était le «seul et unique Temple de la pensée à Montréal⁴».

Guido Molinari explique que la PDA reprenait la pensée de Borduas pour la pousser plus loin encore : «Borduas plaçait l'artiste dans une situation de choisir. C'était le refus des deux idéologies dominantes, le communisme et le capitalisme. La PDA nous plaçait à se positionner entre les deux en développant une pensée socialiste⁵.» L'Atelier de la Place des arts est une formule qui vise à élargir la pratique artistique en dehors du champ strict de la culture.

En 1954, dans la conjoncture marquée par le Maccarthysme, tout est réuni pour rendre les policiers suspicieux à l'égard de la PDA qui accueille des militants connus pour frayer avec le socialisme. La Place des arts est d'autant plus suspecte aux yeux des corps policiers depuis que Roussil a participé à Vienne au Congrès mondial de la paix organisé par le Congrès mondial des peuples, organisme inféodé au Parti communiste de l'Union soviétique.

Robert Roussil est alors accusé de recevoir des fonds de Moscou pour financer la Place des Arts. Les accusations sont toutefois repoussées par le juge faute de preuves. Roussil se souvient : «Si un de mes clients, l'avocat Bernard Nantelle, ne m'avait pas défendu, cela se serait mal terminé pour moi⁶.»

La PDA n'en continue pas moins de subir des pressions de plus en plus nombreuses et musclées. La Ville se met à augmenter démesurément les taxes. En novembre 1954, l'atelier reçoit un avis d'éviction. Jean Drapeau, élu à la mairie en octobre 1954, avait pourtant promis de faire tout en son pouvoir pour aider les artistes. Il faisait de telles promesses pour s'assurer le soutien des forces vives de la société civile. Il avait d'ailleurs promis aux syndicalistes de réduire la présence des policiers sur les lignes de piquetage s'il était élu.

Mais les autorités municipales échouent dans leur tentative de fermer la Place des Arts en faisant valoir la dimension politique du lieu. Finalement, comme l'explique Marcel Fournier, «si la Place des Arts doit fermer ses portes quelque temps plus tard, c'est sur la base d'arguments moins politiques que juridiques et administratifs : en recevant plus de huit personnes, le local devient un "endroit public" et il ne respecte plus les normes de propreté et de sécurité⁷.»

Est-ce une coïncidence ? L'avis d'éviction est déposé à la Place des arts en novembre 1954, le mois suivant l'élection de Jean Drapeau à la mairie de Montréal. Bien en selle, le maire ne perd pas de temps et convoque presque aussitôt au restaurant Hélène de Champlain des gens d'affaires et financiers importants de Montréal et leur expose son projet qui consiste à doter Montréal d'une salle de concert «à la mesure de ses besoins et de ses aspirations⁸». Cette salle prend le nom de Place des Arts. Un organisme

du nom de Centre Sir-George-Étienne-Cartier est chargé de gérer le projet. Drapeau, qui s'est opposé à Duplessis dans le passé, a besoin de son aide car le projet ne peut être viable sans l'adoption d'un projet de loi par l'Assemblée législative. En 1956, Duplessis fait adopter la Loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal, ce qui permet à la Corporation du Centre Sir-George-Étienne-Cartier d'acquérir les terrains sur lesquels sera construite la salle.

Le projet de Drapeau ressemble à une récupération de l'Atelier de la Place des arts. En fondant la grande Place des Arts, Drapeau a voulu que l'on ne se souvienne plus de l'atelier de Robert Roussil et d'Henri Gagnon. Drapeau avait acquis une expérience dans la fermeture de lieux en commençant par des bordels, puis des bars et des cafés. C'était au tour de la PDA.

Les plans des architectes montréalais Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold, Michaud et Sise sont dévoilés en 1959 et les travaux débutent le 11 février 1961. La Grande Salle est inaugurée le 21 septembre 1963 pendant qu'à l'extérieur le sculpteur Armand Vaillancourt et des militants du RIN et de l'Union des artistes dénonçant le monopole de l'Union internationale états-unienne scandent « ce n'est pas la Place des Arts, c'est la Place des autres ».



Robert Roussil devant l'Atelier
de la Place des Arts, en 1954

Robert Roussil quitte le Québec en 1956 et s'installe en France. En 1958, il achète le moulin de Tourrettes-sur-Loup dans le sud de la France et recrée le site à son image.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Roland Dinel a vite mobilisé le milieu intellectuel, et un comité s'est mis sur pied pour défendre la sculpture. René Lévesque, Jean-Louis Gagnon, Roger Lemelin et Jean-Jules Richard en font partie.
2. Yves Robillard, *Québec underground, 1962-1972*, p. 25.
3. Cité dans Lise Lamarche, *Textes furtifs. Autour de la sculpture (1978-1999)*, Montréal, Centre de diffusion 3 D, 1999, p. 77.
4. Jean-Louis Morgan, « Nos jeunes fauves ont dit adieu à la Place des Arts », *Le Petit Journal*, 19 décembre 1954.
5. *Roussil, ou le curieux destin d'un anarchiste impénitent*, Québec, Télé-Québec, 2003.
6. Entrevue par courriel avec Robert Roussil.
7. Marcel Fournier, *Les générations d'artistes suivis d'entretiens avec Robert Roussil et Roland Giguère*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 101.
8. Cité dans Gildas Illien, *La Place des arts et la révolution tranquille*, p. 12.